

**No. 38116**

---

**Spain  
and  
Gabon**

**Agreement on cooperation in the field of tourism between the Kingdom of Spain and the Gabonese Republic. Madrid, 2 March 1995**

**Entry into force:** *12 December 2001 by notification, in accordance with article 15*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Spain, 1 February 2002*

---

**Espagne  
et  
Gabon**

**Accord de coopération en matière de tourisme entre le Royaume d'Espagne et la République gabonaise. Madrid, 2 mars 1995**

**Entrée en vigueur :** *12 décembre 2001 par notification, conformément à l'article 15*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Espagne, 1er février 2002*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

## ACCORD DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE TOURISME ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

Le Royaume d'Espagne et le République gabonaise ci-après dénommées "Parties Contractantes"

Conscients de l'importance du tourisme dans le développement économique, social et culturel ainsi que sur le renforcement des liens d'amitié entre les deux pays;

Désireux d'accroître les relations touristiques entre les deux pays;

Réaffirmant leur volonté d'élargir la coopération entre leurs Organismes Officiels de Tourisme dans un esprit d'équité et d'appui aux intérêts communs;

Sont convenus de ce qui suit

### *Article 1*

Les Parties Contractantes accordent une attention particulière au développement et à l'élargissement des relations touristiques existant actuellement entre les deux pays; moyen par lequel leurs peuples pourront améliorer la connaissance réciproque de leur histoire, mode de vie, et culture respectifs.

### *Article 2*

Les Parties Contractantes prêteront une attention particulière à la promotion du tourisme entre les deux pays .

### *Article 3*

Les Organismes Officiels de Tourisme des Parties Contractantes encourageront l'échange d'informations en matière de tourisme et faciliteront la diffusion des possibilités et des offres touristiques d'un pays à l'autre.

### *Article 4*

Les Parties Contractantes échangeront les informations à caractère législatif et réglementaire ayant trait au tourisme dans leurs pays respectifs.

### *Article 5*

Les Parties Contractantes échangeront les informations sur les programmes de développement touristique en cours de réalisation ou réalisables, sur leurs territoires ainsi que sur les sources de financement nationales et internationales pouvant être appliquées à ces programmes.

*Article 6*

Les Parties Contractantes échangeront les informations concernant les réunions, foires ou séminaires à caractère technico-touristique qui se tiendront dans leurs pays respectifs, en encourageant la participation active ou passive de leurs experts à ses actions.

*Article 7*

Les Parties Contractantes encourageront la coopération entre les organisations touristiques tant du caractère Gouvernemental que de caractère privé.

De même, Elles s' accorderont sur les formes d'échange des experts en promotion du tourisme, de la technologie touristique, de la formation et de la recherche, ainsi que pour le développement des activités et zones d'intérêt touristique.

*Article 8*

Les Parties Contractantes s'engagent à faciliter et à appuyer dans la mesure de leurs possibilités, les travaux des experts envoyés dans leurs pays respectifs par l'autre Partie Contractante.

*Article 9*

Les Parties Contractantes soutiendront la coopération en matière de la formation touristique professionnelle, échangeront les programmes d'enseignement dans le domaine du tourisme et collaboreront pour la formation des gestionnaires d' entreprises touristiques et de techniciens du secteur.

A cet effet, les Parties Contractantes échangeront les informations sur les offres de bourses d'études et de perfectionnement en matière du tourisme destinées aux ressortissants étrangers.

Dans la mesure de leurs possibilités, les Parties Contractantes examineront les voies et moyens d'établir des programmes bilatéraux de formation en matière de tourisme.

*Article 10*

Les Parties Contractantes réaliseront, dans la mesure du possible, la planification conjointe des projets de recherche touristique sur des thèmes d'intérêt mutuel qui pourraient être développés à travers des Universités et des Cereyes de Recherche.

*Article 11*

Les Parties Contractantes encourageront les investissements dans les projets touristiques d'intérêt commun, conformément aux lignes directrices définies par la politique touristique de chacune d'elles.

*Article 12*

Les Parties Contractantes, en tant que membres de l'Organisation Mondiale du Tourisme et des autres Organismes et Agences Internationaux spécialisés en matière de tourisme, s'engagent à coopérer en tenant compte des efforts réalisés par lesdits Organismes pour la relance du tourisme.

*Article 13*

Le contenu du présent Accord s'entend sans préjudice sur les obligations de chacune des Parties Contractantes qui découlent des Traités ou Accords internationaux conclus par leurs pays respectifs.

*Article 14*

Les Parties Contractantes décident de créer une Commission Mixte de Coopération Touristique pour veiller à l'application du Présent Accord et proposer à tout moment les mesures adéquates pour sa réalisation ou sa mise à jour.

Cette Commission se réunira alternativement dans chacun des deux pays, aux dates mutuellement convenues.

*Article 15*

Le présent Accord entrera en vigueur le jour où les Parties Contractantes se seront mutuellement notifiées l'accomplissement des procédures constitutionnelles internes requises pour son entrée en vigueur .

Il restera en vigueur pendant une période initiale de cinq ans et sera prorogé par tacite reconduction par période consécutive de deux ans.

L'une ou l'autre des Parties Contractantes pourra dénoncer le présent Accord par notification écrite par voie diplomatique au moins six mois avant la date de son expiration.

La dénonciation du présent Accord n'affectera pas les projets en cours d'exécution, ni les garanties et facilités établies dans le Présent Accord pour leur réalisation.

Fait à Madrid le 2nd Mars 1995 en quatre exemplaires originaux, deux en langue espagnole et deux en langue française, tous les textes faisant également foi.

Pour Le Royaume d'Espagne :

JAVIER GOMEZ NAVARRO  
Ministre du Commerce et du Tourisme

Pour la République Gabonaise :

MARCÉL DOUPAMBY MATOKA  
Ministre des Finances de l'Economie, du Budget et des Participations

[ SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL ]

**ACUERDO DE COOPERACION EN MATERIA DE TURISMO**

**ENTRE**

**EL REINO DE ESPAÑA**

**Y**

**LA REPUBLICA GABONESA**

El Reino de España  
y  
La República Gabonesa

En adelante denominadas "Partes Contratantes"

Conscientes de la importancia del turismo en el desarrollo económico, social y cultural, así como en el fortalecimiento de las relaciones de amistad entre ambos países.

Considerando su deseo de incrementar las relaciones turísticas entre los dos países.

Destacando su voluntad de ampliar la cooperación entre sus Organismos Oficiales de Turismo con espíritu de equidad y de apoyo a los intereses comunes.

Acuerdan lo siguiente:

**ARTICULO 1**

Las Partes Contratantes acuerdan dedicar una atención especial al desarrollo y ampliación de las relaciones turísticas actualmente existentes entre sus dos países, como medio para que sus pueblos puedan mejorar el conocimiento recíproco de su historia, modo de vida y cultura respectivas.

**ARTICULO 2**

Las Partes Contratantes prestarán una atención especial a la promoción del turismo entre los dos países.

**ARTICULO 3**

Los Organismos Oficiales de Turismo de las Partes Contratantes fomentarán el intercambio de información en materia de turismo y facilitarán la divulgación de las posibilidades y ofertas turísticas del otro país en el suyo propio.

**ARTICULO 4**

Las Partes Contratantes intercambiarán información sobre disposiciones legales y reglamentarias relativas al turismo en sus respectivos países.

**ARTICULO 5**

Las Partes Contratantes intercambiarán información sobre los programas de desarrollo turístico que realicen o puedan realizarse en sus territorios, así como sobre los fondos de financiación nacionales e internacionales que puedan ser aplicados a esos programas.

**ARTICULO 6**

Las Partes Contratantes intercambiarán información sobre reuniones, ferias o seminarios de carácter técnico-turístico que puedan celebrarse en sus respectivos países, fomentando la participación activa o pasiva de sus expertos en esos actos.



#### **ARTICULO 7**

Las Partes Contratantes fomentarán la cooperación entre sus organizaciones turísticas, tanto de carácter gubernamental como empresarial.

Asimismo, se pondrán de acuerdo sobre las formas de intercambio de expertos en promoción del turismo, tecnología turística, formación e investigación, así como en desarrollo de actividades y zonas de interés turístico.

#### **ARTICULO 8**

Las Partes Contratantes se comprometen a facilitar y a apoyar, en la medida de sus posibilidades, la labor de los expertos enviados a sus respectivos países por la otra Parte Contratante.

#### **ARTICULO 9**

Las Partes Contratantes apoyarán la cooperación en materia de formación turística profesional, intercambiarán los planes de enseñanza en materia de turismo y colaborarán en la formación de gestores de empresas turísticas y de técnicos del sector.

Con esta finalidad, las Partes Contratantes intercambiarán información sobre las convocatorias de becas de estudio y perfeccionamiento en materia turística destinadas a extranjeros.

En la medida de sus posibilidades, las Partes Contratantes estudiarán las vías y medios de establecer programas bilaterales de formación en materia turística.

**ARTICULO 10**

Las Partes Contratantes realizarán, cuando sea posible, la planificación conjunta de proyectos de investigación turística sobre temas de interés mutuo que puedan desarrollarse a través de Universidades y Centros de Investigación.

**ARTICULO 11**

Las Partes Contratantes fomentarán las inversiones en proyectos turísticos de común interés, de acuerdo con las directrices marcadas por la política turística de cada una de ellas.

**ARTICULO 12**

Las Partes Contratantes, como miembros de la Organización Mundial del Turismo y de otros Organismos y Agencias Internacionales especializados en materia de turismo, se comprometen a cooperar en los esfuerzos que estos Organismos realizan para el fomento del turismo.

**ARTICULO 13**

Lo dispuesto en el presente Acuerdo se entiende sin perjuicio de las obligaciones que resultan para cada una de las Partes Contratantes de los Tratados o Convenios internacionales suscritos por sus respectivos países.

**ARTICULO 14**

Las Partes Contratantes deciden la creación de una Comisión Mixta de Cooperación Turística que vele por la aplicación del presente Acuerdo y proponga en cada momento las medidas adecuadas para su realización o actualización.

Esta Comisión se reunirá alternativamente en cada uno de los dos países, en las fechas que mutuamente se acuerden.

**ARTICULO 15**

El presente Acuerdo entrará en vigor el día en que las Partes Contratantes se hayan notificado mutuamente el cumplimiento de los procedimientos constitucionales internos requeridos para su entrada en vigor.

Permanecerá vigente por un período inicial de cinco años y se prorrogará, por tácita reconducción, por períodos consecutivos de dos años.

Cualquiera de las Partes Contratantes podrá denunciar el presente Acuerdo, mediante notificación escrita por vía diplomática, al menos seis meses antes de la fecha de expiración.

La denuncia del presente Acuerdo no afectará a los proyectos que estén en proceso de ejecución, ni a las garantías y facilidades establecidas en el presente Acuerdo para su realización.

Hecho en Madrid, el 2 de Marzo de 1995, en cuatro ejemplares originales, de los que dos están en lengua española y dos en lengua francesa, siendo los cuatro textos igualmente auténticos.

POR EL REINO DE ESPAÑA  
"a.r."



Javier Gómez Navarro  
Ministro de Comercio  
y Turismo

POR LA REPUBLICA GABONESA



Marcel Doupambi Matoka  
Ministro de Finanzas, Economía  
y Participaciones

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT ON COOPERATION IN THE FIELD OF TOURISM BETWEEN  
THE KINGDOM OF SPAIN AND THE GABONESE REPUBLIC

The Kingdom of Spain and the Gabonese Republic, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Aware of the importance of tourism for economic, social and cultural development and for strengthening ties of friendship between the two countries;

Considering their wish to enhance tourist relations between the two countries;

Emphasizing their desire to broaden cooperation between their official tourism organizations in a spirit of equity and in support of common interests,

Have agreed as follows:

*Article 1*

The Contracting Parties shall pay particular attention to the development and expansion of existing relations in the area of tourism between the two countries as a means of enhancing their peoples' mutual understanding of their respective histories, ways of life and cultures.

*Article 2*

The Contracting Parties shall pay particular attention to the promotion of tourism between the two countries.

*Article 3*

The official tourism organizations of the Contracting Parties shall promote the exchange of tourism information and facilitate the dissemination of tourism opportunities and offers from one country to the other.

*Article 4*

The Contracting Parties shall exchange legislative and regulatory information related to tourism in their respective countries.

*Article 5*

The Contracting Parties shall exchange information on existing or potential tourism development programmes on their territories as well as the national and international funds that can be applied to these programmes.

*Article 6*

The Contracting Parties shall inform each other about meetings, trade fairs and seminars on the technical aspects of tourism that may be held in their respective countries, and shall encourage the active or passive participation of their experts in those activities.

*Article 7*

The Contracting Parties shall promote cooperation between both Government and private tourist organizations.

They shall also agree on the types of exchange of experts for the promotion of tourism, tourist technology, training and research as well as for the development of activities and areas of interest to tourism.

*Article 8*

The Contracting Parties shall undertake to facilitate and support as far as possible the work of experts sent to their respective countries by the other Contracting Party.

*Article 9*

The Contracting Parties shall support cooperation with respect to professional training in the field of tourism, exchange information on curricula in the area of tourism and collaborate in the training of tour company managers and technicians in the sector.

To this end, the Contracting Parties shall exchange information on announcements of scholarships available to foreigners for study and professional development in the field of tourism.

To the extent possible, the Contracting Parties shall consider ways and means to establish bilateral training programmes in the field of terrorism.

*Article 10*

The Contracting Parties shall conduct to the extent possible joint planning of tourism research programmes on topics of mutual interest that might be developed through universities and research centres.

*Article 11*

The Contracting Parties shall promote investments in tourism programmes of common interest, in accordance with the guidelines laid down in the tourism policies of each Party.

*Article 12*

The Contracting Parties, as members of the World Tourism Organization, and other international organizations and agencies specializing in tourism, shall commit themselves to cooperating with those organizations in their efforts to promote tourism.

*Article 13*

The provisions of this Agreement are without prejudice to each Party's obligations under international treaties or conventions signed by their respective countries.

*Article 14*

The Contracting Parties hereby decide to establish a Joint Commission on Cooperation in Tourism to oversee the implementation of this Agreement and to propose, on a continuing basis, appropriate means of applying or updating it.

This Commission shall meet alternately in each of the two countries on mutually agreed dates.

*Article 15*

This Agreement shall enter into force on the day on which the Contracting Parties have notified each other that the domestic constitutional procedures required for its entry into force have been completed.

It shall remain in force for an initial period of five years and shall be automatically renewed for successive two-year periods.

Either Party may terminate this Agreement by giving written notice through diplomatic channels at least six months before the expiration date.

Termination of this Agreement shall not affect ongoing projects or the guarantees and facilities established for its implementation.

DONE at Madrid on 2 March 1995, in four originals, two in the Spanish language and two in the French language, all four texts being equally authentic.

For the Kingdom of Spain:  
JAVIER GÓMEZ NAVARRO  
Minister of Trade and Tourism

For the Gabonese Republic:  
MARCEL DOUPAMBY MATOKA  
Minister of Finance, Economy, Budget and Investment

